

Analyse de la conjoncture pour l'année 2023 par ATTAC-Québec

Le monde

Le conflit israélo-palestinien, qui a éclaté une fois de plus le 7 octobre dernier, nous confronte à une réalité que nous aurions aimé voir derrière nous : les guerres restent bel et bien une terrible plaie dont nous ne parvenons pas à guérir. Elles s'additionnent même de façon inquiétante. Selon la BBC : «parallèlement à la guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza, qui a accumulé des milliers de morts depuis le 7 octobre, et à l'invasion russe de l'Ukraine, qui fera deux ans en février 2024, des conflits armés de grande ampleur se déroulent actuellement au Burkina Faso, Somalie, Soudan, Yémen, Birmanie, Nigeria et Syrie.»

Cette résurgence des guerres nous entraîne dans une importante régression. Avec elles viennent les morts en grand nombre, parmi les civils surtout, la souffrance, la suspension des droits, le désespoir. Les seuls gagnants sont les dictateurs, les gouvernements autoritaires, les marchands d'armes, et toute cette économie de la guerre, donc de la mort, qui profite cyniquement des plus grands désarrois. Alors que nous devrions nous unir pour combattre la pauvreté dans le monde et le réchauffement climatique, certains nous détournent de ces préoccupations fondamentales pour relancer la barbarie dans un grand élan destructeur. Comme si on ne se souvenait pas des leçons du passé.

Et l'une des principales à retenir, entre autres, c'est que plus personne ne gagne de guerres. On l'a vu en Irak, en Afghanistan, on le voit aujourd'hui en Ukraine et à Gaza. Et si personne ne gagne, tout le monde perd. Plus spécifiquement les enfants tués, les familles décimées, les populations privées de biens essentiels et l'humanité tout entière qui est atteinte dans sa dignité.

La situation en Palestine est particulièrement affligeante. Maintenir le peuple palestinien captif pendant des années, refuser toute tentative sérieuse d'améliorer son sort, coloniser

son territoire, tout cela a semé de la rancune et de la haine, a mené à la situation actuelle : une explosion de violence de la part du Hamas d'abord, puis de l'État israélien. S'il faut condamner de part et d'autre les massacres de la population civile, il est impératif de dénoncer les intentions génocidaires du gouvernement israélien et son acharnement contre le peuple palestinien, à Gaza, mais aussi en Cisjordanie. Devant cette immense désolation, il n'y a qu'une solution selon nous : un cessez-le-feu immédiat suivi de véritables négociations de paix.

Les tensions reliées à la guerre s'accordent avec un climat politique international chaotique, dont profite l'extrême droite. Rappelons qu'aujourd'hui, environ 85% de la population mondiale vit sous des régimes autoritaires ou d'extrême droite, à commencer par les deux pays les plus peuplés au monde, la Chine sous la domination du Parti communiste, et l'Inde, la plus grande démocratie au monde, mais actuellement sous un gouvernement d'extrême droite.

Dans les pays démocratiques, un jeu de portes tournantes nous montre à quel point l'extrême droite stimule d'importants combats, mais s'inscrit aussi dans la continuité : si elle a été battue aux États-Unis, au Brésil et en Pologne, la voilà qui apparaît en Italie, en Argentine et aux Pays-Bas. Et personne ne peut sous-estimer Donald Trump qui pourrait être de retour à la présidence des États-Unis, malgré les nombreuses poursuites judiciaires contre lui. Le Canada pourrait aussi y goûter, avec l'élection probable de Pierre Poilievre, actuellement en tête dans les sondages.

L'extrême droite s'impose le plus souvent en profitant d'un énorme malentendu. Elle s'adresse aux perdants du système, aux victimes de la mondialisation, elle leur promet de s'attaquer aux élites profiteuses, se présente même comme étant «antisystème». Rendue au pouvoir cependant, elle met en place des politiques racistes, contre les femmes, contre les LGBTQ+, contre des droits pourtant acquis. Elle est responsable de reculs majeurs concernant la protection de l'environnement. Sur le plan économique, elle favorise les ultra-riches, aux dépens même des intérêts de la population qui a voté pour elle. Pour gagner, elle prend des armes que les autres tendances politiques se gardent d'utiliser :

populisme de bas étage, divulgations de fausses nouvelles et de théories du complot, recours à des trolls, tel que l'a démontré Giuliano da Empoli dans son essai *Les ingénieurs du chaos*.

L'autoritarisme et le développement des capacités de surveillance font malheureusement bon ménage. Même dans les sociétés démocratiques, la mainmise sur les données et le contrôle de l'information par la maîtrise des algorithmes, aux mains des GAFAM et autres entreprises du numérique, donne à ces dernières un pouvoir inégalé. Dans un pays comme la Chine, la surveillance de la population par le Parti communiste, accrue par les puissantes capacités technologiques, atteint un niveau qui dépasse celui envisagé par Orwell dans son roman *1984*. Un contrôle citoyen de l'industrie numérique et des régulations efficaces dans ce secteur, qui passent dans notre pays par un bien meilleur encadrement de leur activité de lobbyisme, devient un enjeu fondamental pour la démocratie.

Nos sociétés ont beaucoup évolué depuis l'époque récente du néolibéralisme triomphant. Nos adversaires sont plus diffus, plus agressifs, souvent plus rétrogrades, ils utilisent de nouvelles armes alors que les populations sont divisées par fortes polarisations. La pandémie de COVID-19 a accentué une tendance déjà présente des mouvements sociaux de se replier à l'intérieur des frontières nationales, ce qui a eu comme effet de limiter les tentatives pour stimuler les solidarités internationales. Les défis devant nous sont importants : il nous faut repenser nos actions en fonction des changements majeurs devant nous et envisager la relance d'un mouvement progressiste international, dont un premier pas parmi d'autres pourrait être accompli au Forum social mondial au Népal en février 2024.

Le Canada

Juste après la dernière assemblée générale d'ATTAC Québec, en décembre 2022, se tenait à Montréal la quinzième conférence des parties (COP 15) sur l'enjeu de la protection de la biodiversité mondiale. Un rapport fédéral présentait alors un répertoire de

50 000 espèces au Canada (sur 80 000 estimées) et démontrait que 20% d'entre elles étaient considérées en péril ou vulnérables. Or, chaque espèce qui disparaît (souvent à cause de la surpêche et de l'exploitation des terres, amenant la destruction d'habitat naturel) provoque un effet boule de neige : des chaînes alimentaires en sont profondément affectées et provoquent, en cascade, l'effondrement de la biodiversité¹. Les ministères de l'Environnement aux paliers fédéral et provincial ont signé de beaux engagements, notamment l'Appel de Montréal², mais s'ils se sont engagés à protéger 30% d'aires terrestres et maritimes, cet accord n'est pas contraignant, d'autant plus qu'il ne précise aucun critère sur la qualité de cette protection.

Au moment de la présentation du budget fédéral, en mars 2023, les entreprises étaient au cœur de l'effort espéré en termes de réduction des émissions de gaz à effets de serre. Elles sont ainsi sollicitées pour fournir expertise et compétences afin de mettre en place leurs propres projets de décarbonation qui sont trop souvent de l'écoblanchiment. Ce budget prévoit aussi des crédits d'impôt pour appuyer la captation et le stockage du carbone,³ ainsi que la production d'hydrogène dit « vert », même si ces options sont souvent très critiquées par des experts.

En septembre, les deux paliers de gouvernement annonçaient avec fierté l'accueil, en Montérégie, d'une méga-usine de fabrication de batteries au lithium pour voitures électriques, Northvolt. À grands coups de subventions provinciales et fédérales (plusieurs milliards)⁴ cette compagnie bénéficiera de l'énergie hydro-électrique du Québec ainsi que de son potentiel minier. Ce modèle économique répond une fois de plus à l'exploitation tous azimuts des ressources naturelles (à l'antipode de la sobriété), tout en exhibant l'opportunité de présenter ce type de projets comme plus écologiques.

¹ <https://pivot.quebec/2022/12/02/20-des-especes-sont-menacees-au-canada/>

² <https://snapquebec.org/notre-travail/cop15/appel-de-montreal/>

³ <https://pivot.quebec/2023/03/28/budget-federal-transition-energetique-secteur-prive/>

⁴

<https://www.lapresse.ca/affaires/2023-09-28/northvolt-s-installe-au-quebec/l-aide-pourrait-depasser-7-milliards.php>

Si notre gouvernement ne se montre pas suffisamment préoccupé par l'environnement, il ne l'est pas plus par les difficultés des plus démunis. Des statistiques révèlent une hausse record de la pauvreté à l'échelle du Canada : actuellement, 10% de la population vit sous le seuil de pauvreté. À la suite d'une lente diminution depuis 1970, le taux de pauvreté est en hausse, pour une deuxième année consécutive. Alors qu'en 2021, ce taux était remonté à environ 7 %, il a bondi à 9,8 % en 2022. La raison est attribuée à la flambée des prix, causée par à l'inflation⁵. Pourtant, des [solutions fiscales pour contrer ce phénomène sont connues, et soutenues par Attac](#), comme le rétablissement d'un impôt davantage progressiste, la lutte contre l'évitement fiscal et une augmentation de l'imposition sur la fortune. Mais nos gouvernements refusent toujours de les mettre en place.

La stabilité du gouvernement canadien tient sur une entente (fragile) entre le parti libéral et le Nouveau Parti Démocratique. Celle-ci a été négociée selon certaines conditions, dont le financement d'un régime de soins dentaires universel (et non pas seulement un chèque pour rembourser des frais encourus pour les enfants). Si ce nouveau programme n'est pas prévu dans le prochain budget de mars 2024, l'entente sera sans doute abolie. Ce qui nous plongera dans de nouvelles élections et pourrait permettre aux conservateurs de former le prochain gouvernement, puisque le Parti libéral est en déclin dans les sondages... Alors qu'il faut s'engager vers une élimination radicale des énergies fossiles, les conservateurs n'en ont que pour l'extraction des ressources naturelles, dont les hydrocarbures en Alberta, comme au large des provinces maritimes. Ne serait-ce que sur le plan de l'environnement, l'élection d'un gouvernement Poilievre serait catastrophique.

Jusqu'au 12 décembre, la conférence des parties sur les changements climatiques (COP28) se tient à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Ahmed al-Jaber, y dirige les négociations alors qu'il est aussi président de la principale compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis, l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC). L'importance du lobbying des pétrolières est une fois de plus mise sur le devant de la scène. Les firmes extractivistes étaient déjà la délégation la plus nombreuse à la COP27 de l'année précédente en Égypte, elles ont même été invitées à un événement officiel organisé par le

⁵ <https://pivot.quebec/2023/01/23/hausse-record-du-taux-de-pauvrete-au-canada/>

Canada⁶. Bien que nous en sommes rendus au 28e sommet international sur le climat depuis 1995, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. Nous ne pouvons pas tirer le bilan de cette année 2023 qui s'achève sans évoquer les feux de forêt de cet été. 18,5 millions d'hectares partis en fumée⁷. Et l'année 2023 serait en bonne voie de devenir l'année la plus chaude de l'histoire. Alors qu'après les nombreux cris d'alarme du GIEC, le dernier rapport de l'ONU du 20 novembre dernier démontre que le réchauffement s'accélère au-delà des projections, et nous amènerait sur la voie d'un réchauffement moyen de 2,5 à 2,9 degrés, le gouvernement du Canada, sous l'influence des grands lobbys, continue à soutenir l'extraction du gaz et du pétrole.

Le Québec

L'année 2022-2023 a réellement commencé au Québec le 3 octobre 2022. Ce jour-là, le parti de François Legault a reçu 40,9% des bulletins de vote à l'élection, récoltant alors 90 sièges de députés sur 125, soit 72% des sièges. Durant cette année, la Coalition Avenir Québec a souvent évoqué ce haut score pour rendre légitimes ses décisions. Et après les années de Covid qui ont contraint les marges de manœuvre du gouvernement, ce deuxième mandat commence à révéler les priorités réelles de la CAQ et ses méthodes.

La mention de ce haut score à l'élection fait partie de l'autopromotion souvent entretenue par ce gouvernement. Un mode de scrutin uninominal à un tour biaise souvent les résultats. Il est important de se rappeler que la Coalition Avenir Québec n'a pas respecté son engagement à réformer ce mode de scrutin, signé en mai 2018 avec le Parti Québécois, Québec solidaire et le Parti vert du Québec. Dans les faits, la CAQ n'a reçu que 26,7% des votes potentiels, si on prend en compte le nombre total d'électorales et d'électeurs inscrits, soit d'après Élections Québec, un total de 6 302 789 personnes.

⁶

<https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2022-11-10/cop27/l-expulsion-de-l-industrie-petroliere-du-pavillon-du-canada-reclamee.php>

⁷ <https://ici.radio-canada.ca/info/2023/evolution-carte-incendies-feux-de-foret-canada-quebec/>

Malgré le fait que la CAQ n'a récolté qu'un peu plus d'un quart des votes des Québécoises et des Québécois, elle dicte cependant que le but à atteindre pour tout le monde est d'égaliser les gros salaires de l'Ontario.. Cette obsession envers les résultats financiers se retrouve aussi dans la méthode utilisée par la CAQ pour décider de ses priorités et suivre ses projets : il s'agit de définir des critères de mesure et de comparer les résultats, projet par projet. Cette stratégie rappelle la méthode ultralibérale évoquée précédemment dans plusieurs pays du monde : tout est supposément calculable financièrement et la meilleure stratégie est celle qui maximise les profits.

C'est ainsi que, par exemple, la stratégie d'économie d'énergie de Sophie Brochu à Hydro-Québec a été remplacée par une stratégie expansionniste de production d'électricité, sans une analyse approfondie de l'avenir énergétique du Québec. Le gouvernement n'a pas voulu débattre à ce sujet, a refusé d'entendre les propositions des groupes citoyens comme le Front commun sur la transition énergétique, et a imposé la seule voie d'un capitalisme vert axé sur la hausse de la production. Le projet du REM a été confié par le gouvernement à la Caisse de dépôt et placement du Québec, avec une priorité de rendement, allant parfois à l'encontre de la mobilité de la population ou de l'esthétique de l'environnement, comme nous l'avons vu avec ses projets à Montréal. Pour prendre un dernier exemple, il semble clair que le projet Northvolt, déjà mentionné, a donné la priorité aux rendements financiers potentiels au lieu de promouvoir le transport au commun.

Cette obsession de la hausse du salaire moyen par François Legault et son gouvernement, relevée par plusieurs analystes, peut aussi cacher des problèmes de justice sociale. Des rapports d'Oxfam révèlent par exemple, que le salaire moyen dans un pays peut augmenter sans que la situation des plus pauvres s'améliore. Dans ce cas, ce sont surtout les classes les plus nanties qui profitent de l'accroissement de richesse. Il est par exemple évalué que, ces dernières années, 1% des plus nantis dans le monde ont accaparé 38% de l'augmentation de la richesse alors que 50% des plus précaires n'en ont capté que 2%. Au Québec, des recherches de l'IRIS indiquent que l'écart entre les revenus des plus nantis et des plus précaires, augmente depuis les années 1980s : les revenus du 1% le plus riche

ont augmenté de 140% alors que le revenu des 99% les moins riches n'ont augmenté que de 56%. Bien que le Québec demeure moins inégalitaire que des États-Unis ou le Canada, la réalité de l'ascenseur social est de moins en moins observable dans notre province.

Et pourtant une relative indifférence ou méconnaissance de ces inégalités persiste dans le gouvernement Legault. Par exemple, la ministre responsable de l'habitation, Madame France-Élaine Duranceau, a affirmé que pour que le locataire ait plus de droits « il faut qu'il investisse en immobilier ». Bien qu'elle s'en soit défendue, cette phrase suggère que la ministre présumait que toutes les familles puissent actuellement acheter un logement, ce qui est très loin d'être le cas, même dans une famille où deux personnes travaillent à temps plein. Certaines familles ont même du mal à devenir locataires...

Autre exemple : Bernard Drainville, ministre de l'Éducation, a affirmé que « la thèse sur l'école à trois vitesses a un biais idéologique », refusant ainsi de se préoccuper de cet enjeu. Pourtant, ce système à trois vitesses va à l'encontre d'une démocratisation de l'école où le droit d'accéder à la même qualité d'éducation est identique pour toutes les classes sociales. Pour donner un dernier exemple, François Legault s'est senti obligé d'intervenir avec sa présidente du Conseil du Trésor, Sonia Lebel, pour tenter de bonifier l'offre du gouvernement avec le secteur public. Cette tentative arrive après que près de 600 000 travailleurs et travailleuses soient descendus dans la rue et après le scandale de la subvention annoncée pour les Kings de Los Angeles, alors que le gouvernement ait annoncé entrer dans une période de restriction budgétaire.

Il se peut que le gouvernement de la CAQ entre dans une période où ses décisions vont être plus contestées. Ceci survient après plusieurs événements qui ont été décrits par des analystes comme des erreurs politiques, incluant le vote par les députés de la CAQ pour leur propre augmentation de salaire, la volte-face de François Legault sur le troisième lien ou son désaveu du maire de Québec et son projet de tramway.

Actuellement, un sondage attribue à la CAQ 24% des intentions de vote, ce qui est plus réaliste, vu son score réel obtenu le 3 octobre 2022. Il se pourrait que ce réalisme

politique puisse influencer de façon positive les politiques de ce gouvernement dans le futur.

La forte mobilisation des travailleurs et travailleuses du secteur public et parapublic pour obtenir de meilleures conditions de travail et pour que la population ait accès à de meilleurs services publics est un important réveil après un long ralentissement des mobilisations pendant la pandémie de COVID-19. On retrouve aussi un retour des actions radicales et énergiques des jeunes en faveur de la justice climatique. Il faut souhaiter que ces différentes formes combattives se répandent de façon plus large : que ce soit sur le plan de la justice fiscale, sociale, de l'environnement ou de la paix dans le monde, on observe que tout sommeil du mouvement social donne des munitions à celles et ceux qui profitent des nouveaux désordres que nous venons de dénoncer.